

# Informations économiques d'Afrique de l'Ouest anglophone

Semaine 24, du 10 au 16 juin 2019

- Régional : Le Ghana devient le 1<sup>er</sup> récipiendaire d'IDE en Afrique de l'Ouest, devant le Nigéria ;
- Nigéria : L'agence de notation Fitch confirme la classification du risque souverain à B+ avec perspectives stables ; Aliko Dangote appelle à compléter l'intégration régionale avant d'intégrer la ZLECAF ; Wapic Insurance Plc va porter son capital de 8,5 à 15 Mds NGN ; les sociétés de distribution d'électricité auraient besoin de 4,3 Mds USD pour investir sur le réseau ;
- Ghana : Le Ghana et la Côte d'Ivoire suspendent leurs ventes de cacao pour obtenir un prix-plancher de 2 600 USD/tonne ; la banque Access demande à la Chine d'installer des sites industriels au Ghana ; le président Akufo-Addo appelle à un changement de gouvernance de l'Organisation internationale du travail ;
- Libéria : Dans ses conclusions de consultation au titre de l'Article IV, le FMI révèle ses inquiétudes ;
- Sierra Leone : Signature d'un MoU dans le secteur de l'eau entre la China Gezhouba Group Company et le gouvernement ; 4,9 M USD de la Banque de développement d'Afrique du Sud pour le projet Bumbuna II.

## Régional

### Le Ghana devient le 1<sup>er</sup> récipiendaire d'IDE en Afrique de l'Ouest, devant le Nigéria.

Pays	IDE entrants 2018, M USD (évol. / 2017, %)	IDE sortants 2018, M USD (évol. / 2017, %)	Stocks d'IDE intérieurs 2018, M USD
Ghana	2 989 (-8%)	81 (+406%)	36 126
Nigéria	1 997 (-43%)	1 381 (+7%)	99 685
Libéria	122 (-51%)	84 (-56%)	8 703
Sierra Leone	599 (+364%)	-	2 002

Le [World Investment Report 2019](#) de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) indique que les flux d'investissements directs à l'étranger (IDE) dans le monde ont chuté de 13% en 2018 à 1 300 Mds USD, soit le plus faible niveau depuis la crise financière de 2007. Les flux au sein de l'Afrique de l'Ouest ont également diminué de 15% à 9,6 Mds USD, en grande partie expliqué par la baisse au Nigéria, pour la deuxième année consécutive (voir tableau). Malgré une tendance similaire, le Ghana devient le premier récipiendaire d'IDE dans la région, en direction des secteurs extractifs principalement. Le rapport aborde en parallèle la question des zones économiques spéciales (ZES). Un total de 237 sont recensées en Afrique, dont certaines encore en construction. Le Nigéria en compte 38, derrière le Kenya (61) mais devant l'Éthiopie (18) et l'Égypte (10), dont environ un quart sont dédiées au secteur pétrolier. De son côté, le Ghana compte 4 ZES qui auraient généré 1,25 Md USD de revenus d'exportations en 2018 sur un total de 14 Mds USD, soit aujourd'hui l'un des programmes les plus efficaces du continent.

## Nigéria

### L'agence de notation Fitch confirme la classification du risque souverain à B+ avec perspectives stables.

Dans son communiqué de presse, Fitch indique que la croissance devrait rester molle à 2,2% en moyenne entre 2019 et 2020, tirée par le rebond des cours du pétrole et la croissance du secteur tertiaire. À l'inverse, le taux de chômage élevé et la forte inflation impacteront négativement la consommation privée alors que l'investissement est freiné par une offre de crédit faible, un climat des affaires fragile et l'incertitude concernant la régulation du secteur pétrolier. Avec la réélection du Président Muhammadu Buhari, Fitch estime que la politique du gouvernement s'inscrit dans la continuité et que peu de réformes de grande envergure devraient être mises en place. L'agence de notation estime que le déficit public serait passé de 4,5% du PIB en 2017 à 3,6% en 2018, principalement grâce à la hausse des cours du pétrole. En

revanche elle anticipe un creusement du déficit en 2019 qui atteindrait 3,8% du PIB puis 4,6% en 2020, en lien avec la baisse anticipée des cours du pétrole et ce malgré la hausse de la production pétrolière nigériane permise notamment par l'entrée en opération du FPSO Egina. L'agence rappelle que les faibles revenus non-pétroliers collectés, équivalent à 3,7% du PIB entre 2016 et 2018 constituent une faiblesse critique de l'Etat nigérian, l'équilibre budgétaire ne pouvant être atteint qu'avec un prix du baril de Brent de 129 USD pour l'année 2019. La dette publique ne présente pas de risque pour l'heure, étant à 71% détenue en monnaie locale. Toujours selon l'agence de notation, l'inflation devrait évoluer autour de 12% entre 2019 et 2020 et la diminution de 50 points de base du taux directeur de la Banque centrale ne devrait pas avoir d'impact sur l'économie.

### **Aliko Dangote appelle à compléter l'intégration régionale avant d'intégrer la ZLECAf.**

Aliko Dangote a participé à une table ronde organisée par la Banque centrale du Nigéria samedi 8 juin autour du thème « *Going for growth* » en compagnie, entre autres, du Gouverneur de la CBN, Godwin Emefiele, et du Gouverneur élu de l'Etat de Lagos, Babajide Sanwo-Olu. Au cours des discussions, [Aliko Dangote a rappelé l'impact néfaste de la contrebande sur l'économie nigériane et le manque de volonté, selon lui, des autorités béninoises pour y faire face](#). Une [étude](#) récente estime ainsi que le commerce informel entre le Nigéria et le Bénin représente au moins 87% de l'ensemble des échanges bilatéraux entre les deux pays (dont une majorité serait du pétrole nigérian). Par ailleurs, l'homme d'affaires avait déjà abordé ses difficultés à exporter vers le Bénin, ce constat le poussant à exiger la mise en application effective de l'intégration commerciale au sein de la CEDEAO, avant de s'engager dans celle prévue au niveau continental par l'Accord de Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Pour rappel, l'entrée en vigueur de cette dernière fin mai s'est effectuée sans la signature du Nigéria.

### **Wapic Insurance Plc va porter son capital de 8,5 à 15 Mds NGN.**

[La compagnie d'assurance Wapic Insurance Plc a décidé de porter son capital de 8,5 Mds NGN \(21 M EUR\) à 15 Mds NGN \(37 M EUR\)](#). L'opération se fera par l'émission de 13 Mds d'actions ordinaires d'une valeur faciale de 50 kobo nigérian chacune. A travers cette mesure, Wapic Insurance qui opère dans le secteur de l'assurance générale et de l'assurance vie (16,6 Mds NGN de primes collectées et 30,4 Mds NGN d'actifs en 2018), entend se conformer aux nouvelles exigences de capital social minimum rendues publiques le 20 mai dernier par le régulateur du secteur des assurances au Nigeria. En effet, selon la Commission nationale de l'assurance (NAICOM), les compagnies d'assurance-vie (14 entreprises au Nigéria) doivent relever leur capital minimum de 2 à 8 Mds NGN, les compagnies d'assurance générale (28 entreprises) de 3 à 10 Mds NGN, celles dites « composites » (13 entreprises dont Axa Mansard) de 5 à 18 Mds NGN et celles de réassurance (2 entreprises) de 10 à 20 Mds NGN. Cette nouvelle réglementation vise à restructurer le secteur des assurances et à renforcer la solidité financière des acteurs du secteur. Au total, 59 compagnies d'assurance sont donc soumises à cet impératif ayant jusqu'au 30 juin 2020 pour se mettre à conformité. La NAICOM avait mené un exercice similaire entre 2005 et 2007 ce qui avait entraîné une réduction de 104 à 49 du nombre de compagnies d'assurance et de 4 à 2 pour celles de réassurance.

### **Les sociétés de distribution d'électricité auraient besoin de 4,3 Mds USD pour investir sur le réseau.**

[Selon la Compagnie nationale de transport de l'électricité \(TCN\), 4,3 Mds USD seraient nécessaires aux entreprises de distribution électriques \(Discos\) pour investir efficacement sur leurs réseaux et améliorer la distribution](#). Le Directeur général de TCN, Usman Mohammed, exhorte l'Etat nigérian à financer sa part, soit 1,7 Md USD. Il demande néanmoins en parallèle une meilleure représentation de ce dernier aux comités de direction puisque l'Etat est actionnaire à 40% de chacune des 11 Discos et n'a droit qu'à 1 seul directeur contre 6 pour les investisseurs privés. Pour rappel, les Discos avaient été privatisées en 2013 et sont aujourd'hui en déficit chronique. Elles devaient aux producteurs d'électricité (Gencos) environ 348,5 Mds NGN en 2018 (environ 1 Md USD). Afin d'améliorer leur recouvrement et pour se conformer aux directives de la Commission de régulation de l'électricité nigériane (NERC), les Discos vont déployer de nouveaux compteurs électriques. Ainsi le distributeur Ikeja Electric estime que 400 000 de ses clients ne disposeraient pas de compteurs et prévoit donc d'installer 100 000 compteurs prépayés dans la première phase du Meter Asset Providers (MAP), directive de la NERC visant à augmenter le nombre de compteurs posés par l'attribution de nouvelles licences pour les poseurs de compteurs. Pour rappel la capacité installée électrique du Nigeria est d'environ 12,6 GW pour moins de 5 GW effectivement distribués.

## **Ghana**

### **Le Ghana et la Côte d'Ivoire suspendent leurs ventes de cacao pour obtenir un prix-plancher de 2 600 USD/tonne.**

[Les ventes ghanéennes et ivoiriennes de cacao pour la campagne agricole 2020/2021 sont retirées du marché international](#). Les deux pays qui représentent 63% de la production de cacao dans le monde espèrent ainsi imposer un prix-plancher de 2 600 USD par tonne afin de soutenir les industries cacaoyères locales. L'annonce a été faite

conjointement par COCOBOD (Ghana) et par Le Conseil de Café-Cacao (Côte d'Ivoire) alors que le Ghana et la Côte d'Ivoire avaient signé en 2018 un accord qui prévoyait la mise en place d'un prix minimum pour les exportations de cacao. Une réunion technique avec les acheteurs se tiendra le 3 juillet à Abidjan. Au 11 juin 2019 la tonne de cacao s'échangeait à 2 504 USD par tonne.

### **La banque Access demande à la Chine d'installer des sites industriels au Ghana.**

[Lors du Forum d'Affaires Ghanéo-Chinois, organisé par la filiale d'Access Bank au Ghana, qui s'est tenu à Accra le 7 juin 2019, les dirigeants de la banque ont encouragé la communauté d'affaire chinoise à relocaliser leurs usines au Ghana.](#)

Un bureau entièrement dédié aux entreprises chinoises a été ouvert au sein de la banque afin de faciliter le commerce et de fournir des services financiers aux entreprises chinoises opérant sur place. Le Directeur général de la Banque Access au Ghana a souligné que la coopération entre le Ghana et la Chine participait à la réalisation de l'initiative Ghana Beyond Aid en créant des opportunités pour l'économie ghanéenne. La Chine est actuellement le premier partenaire commercial du Ghana alors que le Ghana est le 7<sup>ème</sup> partenaire commercial de la Chine en Afrique.

### **Le Président Akufo-Addo appelle à un changement de gouvernance de l'Organisation internationale du travail.**

[Le 10 juin 2019 lors de la 108<sup>ème</sup> session de la Conférence internationale du travail le Président Nana Akufo-Addo a appelé à un changement dans la gouvernance de l'OIT.](#) Lors de la réunion des ministres du Travail qui a eu lieu à Addis-Abeba, ces derniers se sont accordés à demander une nomination au sein du Conseil d'administration qui prendrait plus en compte la variété des situations géographiques, économiques et sociales de ses membres. Alex Frimpong, membre suppléant du groupe des employeurs, est actuellement le seul membre ghanéen du conseil d'administration.

## **Libéria**

### **Dans ses conclusions de consultation au titre de l'Article IV, le FMI révèle ses inquiétudes.**

Le 31 mai dernier, le FMI concluait sa consultation au titre de l'Article IV soulignant que le Libéria reste un pays fragile. La situation du pays s'est détériorée avec un creusement du déficit public (-5,5% en 2018 contre -4,8% en 2017) et une inflation galopante (20,4% en moyenne annuelle en 2018 contre 13,2% en 2017), conséquence d'une politique monétaire trop accommodante. Après s'être établie à +2,5% en 2017 et +1,2% en 2018, la croissance devrait ralentir encore un peu plus en 2019 pour atteindre +0,4%. L'inflation continuerait à progresser pour s'établir à 24,5% et le déficit budgétaire se creuserait davantage à -6,1% du PIB cette année. [Si la croissance est attendue en hausse en 2020 à +1,6%, le FMI anticipe cependant une récession de l'ordre de 1,3% en 2022 et de 0,5% en 2023, si aucune réforme structurelle n'est mise en œuvre.](#) Ainsi, le Fonds a présenté un scénario de réformes qui, bien que provoquant un recul de la croissance à court terme via des politiques fiscales et monétaires restrictives, permettrait un rebond à moyen terme, avec une croissance qui dépasserait les 5% à l'horizon 2024. Alors que l'aide en provenance de l'extérieur est en diminution depuis 2016, le FMI souligne qu'il sera essentiel pour le Libéria de préserver les soutiens des bailleurs internationaux et d'éviter l'écueil des prêts non-concessionnels. A ce titre, un programme de soutien du FMI pourrait être envisagé par les autorités.

## **Sierra Leone**

### **Signature d'un MoU dans le secteur de l'eau entre la China Gezhouba Group Company et le gouvernement.**

En visite en Chine, le Ministre sierra léonais des Ressources en Eau, Jonathan Bonopha Tengbe, a rencontré le Directeur général de l'entreprise chinoise CGGC, en compagnie de l'Ambassadeur de la Sierra Leone et du Directeur général de la Guma Valley Water Company. [Les deux parties ont signé un protocole d'accord pour la conduite des projets de barrages d'Orugu et de Congo, ainsi que de leurs usines de traitement des eaux.](#) Ces installations auront pour but d'augmenter l'approvisionnement en eau potable de Freetown, avec chacun une capacité de 70 et 30 millions de litres par jour respectivement. Le Ministre des Ressources en Eau avait effectué en mars dernier une visite au Ghana pour constater l'ouvrage réalisé à Kpong par la CGGC pour le projet d'approvisionnement en eau d'Accra, terminé en 2015.

### **4,9 M USD de la Banque de développement d'Afrique du Sud pour le projet Bumbuna II.**

Projet d'extension du barrage hydraulique homonyme (200km au nord-est de Freetown), Bumbuna II doit permettre l'ajout de 88 MW à l'installation actuelle de 55 MW, complétée en 2009 pour un coût de 327 M USD. Aujourd'hui, une capacité totale de 80 MW serait installée en Sierra Leone. Dans le cadre de cette 2<sup>nde</sup> phase, un accord de concession de 25 ans a été signé avec Joule Africa, à travers sa filiale locale Seli Hydropower, et AIM, société sud-africaine, qui financeront 25% du projet en capitaux propres. Les 75% restant seront financés sur endettement auprès des bailleurs. Le coût total de cette extension serait estimé par le ministère de l'Energie à 380 M USD. [La Banque de développement](#)

[d'Afrique du Sud a ainsi annoncé une participation de 4,9 M USD dans le projet.](#) Selon la Banque mondiale, 20% de la population de la Sierra Leone a accès à l'électricité et ce avec de fortes inégalités territoriales (près de la moitié en milieu urbain et moins de 3% en milieu rural).

**Retrouvez ces informations et nos alertes au quotidien sur Twitter !**

 [@FR Eco Nigeria](#)

---

Clause de non-responsabilité – Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

---